

Conditions Générale de ventes et d'utilisations des services Actualisées le 02/04/2024

La commande des services présentés sur le site <https://www.la-bigbox.fr> est subordonnée à l'acceptation par l'acheteur, et vaut acceptation sans aucune réserve par ce dernier de l'intégralité des conditions générales de ventes exposées ci-après.

1. Objet et champs d'application
2. Commande et Preuve de la transaction
3. Prix et Modalité de paiement
4. Disponibilité des services, remboursement, résolution
5. Garantie et Responsabilité
6. Droit de rétractation
7. Force majeure
8. Propriété intellectuelle
9. Confidentialité
10. Litiges

Article 1 : Objet et champs d'application

Les présentes conditions générales de vente (CGV) s'appliquent à l'ensemble des prestations de services fournies par [Nom de l'entreprise] : livraison de proximité, formation pédagogique, relecture, correction et mise en forme de documents administratifs, et création de site web vitrine.

Les services régis par les présentes conditions générales sont ceux qui figurent sur le site internet du vendeur et qui sont indiqués comme vendus et fournis par le vendeur. Ils sont proposés dans la limite des créneaux disponibles.

Les services sont décrits et présentés avec la plus grande exactitude possible, de même, les photographies des services sont les plus fidèles possibles mais ne peuvent assurer une similitude parfaite avec le bien offert, notamment en ce qui concerne les couleurs.

Article 2 : Commande et Preuve de la transaction

Toute commande de service implique l'adhésion sans réserve aux présentes CGV. La commande peut être passée par voie électronique, et la signature électronique fait office de preuve de la transaction.

L'acheteur a la possibilité de passer sa commande en ligne, à partir du catalogue en ligne et au moyen du formulaire qui y figure, pour tout service. En cas d'indisponibilité d'un créneau horaire, l'acheteur en sera informé par courrier électronique.

Pour que la commande soit validée, l'acheteur devra accepter, en cliquant à l'endroit indiqué, les présentes conditions générales. Il devra aussi choisir l'adresse et le mode de livraison, et enfin valider le mode de paiement via la plateforme sécurisé STRIPE.

La vente sera considérée comme définitive :

- après l'envoi à l'acheteur de la confirmation de l'acceptation de la commande par le vendeur par courrier électronique
- après encaissement par le vendeur de l'intégralité du prix ;

Toute commande vaut acceptation des prix et descriptions des services disponibles à la vente. Toute contestation sur ce point interviendra dans le cadre d'un éventuel échange et des garanties ci-dessous mentionnées.

Dans certains cas, notamment défaut de paiement, adresse erronée ou autre problème sur le compte de l'acheteur, le vendeur se réserve le droit de bloquer la commande de l'acheteur jusqu'à la résolution du problème.

L'annulation de la commande de ce service et son éventuel remboursement seront alors effectués si les conditions sont respectées à savoir aucun remboursement n'est accepté sous 72h après la réservation, le reste de la commande demeurant ferme et définitif.

Pour toute question relative au suivi d'une commande, l'acheteur peut nous contacter à cette adresse : contact@la-bigbox.fr

La fourniture en ligne du numéro de carte bancaire de l'acheteur et la validation finale de la commande vaudront preuve de l'accord de l'acheteur :

- exigibilité des sommes dues au titre du bon de commande,
- signature et acception expresse de toutes les opérations effectuées.

En cas d'utilisation frauduleuse de la carte bancaire, l'acheteur est invité, dès le constat de cette utilisation, à nous contacter à : contact@la-bigbox.fr et utiliser la plateforme PHAROS via le site du Gouvernement <https://www.masecurite.interieur.gouv.fr/fr/demarches-en-ligne>

Les registres informatisés, conservés dans les systèmes informatiques du vendeur dans des conditions raisonnables de sécurité, seront considérés comme les preuves des communications, des commandes et des paiements intervenus entre les parties.

L'archivage des bons de commande et des factures est effectué sur un support fiable et durable pouvant être produit à titre de preuve.

Article 3 : Prix et modalité de paiement

Les prix des services sont indiqués en euros, toutes taxes comprises. Le paiement s'effectue selon les modalités précisées lors de la commande.

Le prestataire se réserve le droit de modifier ses prix à tout moment mais s'engage à appliquer les tarifs en vigueur indiqués au moment de la commande, sous réserve de disponibilité à cette date. Les prix sont indiqués en euros, frais de livraison inclus pour chacun des services proposés, et indiqués avant la validation de la commande.

Relevant du régime fiscal micro entreprise, le prestataire **relève de la franchise en base** et facturer les prestations (ou ventes s'il y a lieu) sans TVA, autrement dit **en hors taxe au jour de la commande et tout changement du taux applicable de TVA sera automatiquement répercuté sur le prix des produits de la boutique en ligne.**

La mention TVA est non applicable - article 293 B conformément au Code Général des Impôts. Pour les commandes à destination des pays hors Union Européenne, sont exonérées de TVA, l'acheteur devra acquitter la TVA de son pays lors de la livraison du service à distance.

Le paiement de la totalité du prix doit être réalisé lors de la commande. À aucun moment, les sommes versées ne pourront être considérées comme des arrhes ou des acomptes.

Si une ou plusieurs taxes ou contributions, notamment environnementales, venaient à être créées ou modifiées, en hausse comme en baisse, ce changement pourra être répercuté sur le prix du service. Il s'agit d'une commande avec obligation de paiement, ce qui signifie que la

passation de la commande implique un règlement de l'acheteur.

Pour régler sa commande, l'acheteur dispose, à son choix, de l'ensemble des modes de paiement mis à sa disposition par le prestataire et listés sur le site <https://www.la-bigbox.fr>. L'acheteur garantit au vendeur qu'il dispose des autorisations éventuellement nécessaires pour utiliser le mode de paiement choisi par lui, lors de la validation du bon de commande.

Le prestataire se réserve le droit de suspendre toute gestion de commande et toute livraison en cas de refus d'autorisation de paiement par carte bancaire de la part des organismes officiellement accrédités ou en cas de non-paiement.

Le prestataire se réserve notamment le droit de refuser d'effectuer une livraison ou d'honorer une commande émanant d'un acheteur qui n'aurait pas réglé totalement ou partiellement une commande précédente ou avec lequel un litige de paiement serait en cours d'administration.

Le prestataire a mis en place une procédure de vérification des commandes destinée à assurer qu'aucune personne n'utilise les coordonnées bancaires d'une autre personne à son insu via la plateforme sécurisée STRIPE. (Société externe)

Dans le cadre de cette vérification, il pourra être demandé à l'acheteur d'adresser par courrier électronique au vendeur une copie d'une pièce d'identité ainsi qu'un justificatif de domicile. La commande ne sera alors validée qu'après réception et vérification par le vendeur des pièces envoyées.

Le paiement du prix s'effectue comptant à la commande par Carte Bancaire. Tous paiements effectués par l'acheteur est définitifs qu'après encaissement effectif.

Article 4 : Disponibilité des services de livraison et modalité de livraison

Les services sont disponibles sous réserve de la disponibilité des ressources nécessaires. En cas d'indisponibilité, un remboursement ou une résolution du contrat peut être proposé. Les modalités de livraison sont précisées lors de la commande.

Sauf en cas de force majeure ou lors des périodes de fermeture du site <https://www.la-bigbox.fr> qui seront clairement annoncées sur la page d'accueil du site, les délais d'expédition seront, dans la limite des créneaux disponibles, ceux indiqués ci-dessous.

Les délais d'expédition courent à compter de la date d'enregistrement de la commande indiquée sur le mail de confirmation de la commande.

Pour les livraisons en France Métropole, le délai est de 1 à 3 jours ouvrables à compter du jour suivant celui où l'acheteur a passé sa commande.

Pour les livraisons sur le territoire de l'Union Européenne, le délai est de 4 à 7 jours ouvrables à compter du jour suivant celui où l'acheteur a passé sa commande. Pour les livraisons à destination des pays tiers, le délai est de 7 à 15 jours ouvrables à compter du jour suivant celui où l'acheteur a passé sa commande.

En cas de non-respect de la date ou du délai de livraison convenu, l'acheteur devra, avant de résoudre le contrat, enjoindre au prestataire d'exécuter celui-ci dans un délai supplémentaire raisonnable. À défaut d'exécution à l'expiration de ce nouveau délai, l'acheteur pourra librement résoudre le contrat.

Le contrat sera considéré comme résolu à la réception par le prestataire de la lettre ou de l'écrit l'informant de cette résolution, sauf si le professionnel s'est exécuté entre-temps.

L'acheteur pourra cependant résoudre immédiatement le contrat, si les dates ou délais vu ci-dessus constituent pour lui une condition essentielle du contrat.

Dans ce cas, lorsque le contrat est résolu, le vendeur est tenu de rembourser l'acheteur de la totalité des sommes versées, au plus tard dans les 14 jours suivant la date à laquelle le contrat a été dénoncé.

En cas d'indisponibilité du prestataire commandé, l'acheteur en sera informé au plus tôt et aura la possibilité d'annuler sa commande. L'acheteur aura alors le choix de demander soit le remboursement des sommes versées dans les 30 jours au plus tard de leur versement, soit obtenir un nouveau créneau horaire pour honorer le service.

La livraison s'entend du transfert au consommateur de la possession physique ou du contrôle du bien. Elle n'est faite qu'après confirmation du paiement par l'organisme bancaire du prestataire. Les services commandés sont livrés selon les modalités suivantes : entre le jour de réservation programmé et 4 semaine pour les commandes à destination de la France Métropolitaine et les autres destination internationales.

Les services sont livrés à l'adresse indiquée par l'acheteur sur le bon de commande, l'acheteur devra veiller à son exactitude. Tout colis renvoyé au prestataire à cause d'une adresse de livraison erronée ou incomplète sera réexpédié aux frais de l'acheteur. L'acheteur peut, à sa demande, obtenir l'envoi d'une facture à l'adresse de facturation et non à l'adresse de livraison, en validant l'option prévue à cet effet sur le bon de commande.

Si l'acheteur est absent le jour de la livraison, le livreur laissera un avis de passage dans la boîte aux lettres ou pourra le remettre à un tiers (ou à l'accueil d'une entreprise) en signant un bon de livraison, qui permettra de retirer le colis à l'endroit et pendant le délai indiqué.

Si au moment de la livraison, l'emballage d'origine est abîmé, déchiré, ouvert, l'acheteur doit alors vérifier l'état des articles. S'ils ont été endommagés, l'acheteur doit impérativement refuser le colis et noter une réserve sur le bordereau de livraison (colis refusé car ouvert ou endommagé).

Il est recommandé à l'acheteur d'indiquer sur le bon de livraison et sous forme de réserves manuscrites accompagnées de sa signature toute anomalie concernant la livraison (avarie, produit manquant par rapport au bon de livraison, colis endommagé, produits cassés...).

Article 5 : Garantie et Responsabilité

Le prestataire www.la-bigbox.fr garantit la conformité et l'absence de vices cachés des services et produits fournis. Le transfert de risque intervient dès la livraison du service au client.

Le transfert de propriété ne sera réalisé qu'après complet paiement du prix par l'acheteur, peu importe la date de livraison.

La livraison est réputée effectuée dès la remise des produits commandés par le prestataire à l'acheteur ou à un tiers désigné par ce dernier.

EIRL François Bigarnet
79000 Niort – France est garant de la conformité des biens au contrat, permettant à l'acheteur de formuler une demande au titre de la garantie légale de conformité prévue aux articles L. 217-4 à L. 217-14 du code de la consommation ou de la garantie des défauts de la chose

vendue au sens des articles 1641 et suivants du code civil.

En cas de mise en œuvre de la garantie légale de conformité, il est rappelé que :

– l'acheteur bénéficie d'un délai de 2 ans à compter de la délivrance du bien pour agir ;

– l'acheteur peut choisir entre la réparation ou le remplacement du bien, sous réserve des conditions de coût prévues par l'article L. 217-9 du code de la consommation ;

– l'acheteur est dispensé de rapporter la preuve de l'existence du défaut de conformité du bien durant les 24 mois suivant la délivrance du bien ;

– l'acheteur peut décider de mettre en œuvre la garantie contre les défauts cachés de la chose vendue au sens de l'article 1641 du code civil.

Dans cette hypothèse, il peut choisir entre la résolution de la vente ou une réduction du prix conformément à l'article 1644 du code civil.

Article 6 : Droit de rétractation

Le client dispose d'un délai de 14 jours pour exercer son droit de rétractation, sauf exceptions prévues par la loi.

Conformément aux dispositions du code de la consommation, l'acheteur dispose d'un délai de 14 jours ouvrables à compter de la date de livraison de sa commande, pour retourner tout article ne lui convenant pas et demander le remboursement sans pénalité, à l'exception des frais de retour qui restent à la charge de l'acheteur.

Les produits doivent cependant être retournés dans leur emballage d'origine et en parfait état dans les 14 jours suivant la

notification au vendeur de la décision de rétractation de l'acheteur.

Aucun retour ne sera accepté endommagés, salis ou incomplets ne sont pas repris.

En cas d'exercice du droit de rétractation dans le délai susvisé, sont remboursés le prix du ou des produits achetés ainsi que les frais de livraison. Les frais de retour sont à la charge de l'acheteur.

En cas de rétractation, le remboursement interviendra au plus tard dans les 14 jours à compter de la date à laquelle le vendeur sera informé de la décision de l'acheteur de se rétracter mais qu'en l'espèce, le vendeur pourra également choisir de différer ce remboursement jusqu'à récupération du ou des produits.

Si une ou plusieurs stipulations des présentes conditions générales sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

Article 7 : Force Majeure

Le prestataire www.la-bigbox.fr ne pourra être tenue responsable en cas de force majeure empêchant l'exécution du contrat.

Toutes circonstances indépendantes de la volonté des parties empêchant l'exécution dans des conditions normales de leurs obligations sont considérées comme des causes d'exonération des obligations des parties et entraînent leur suspension.

La partie qui invoque les circonstances visées ci-dessus doit avertir immédiatement l'autre partie de leur survenance, ainsi que de leur disparition.

Seront considérés comme cas de force majeure tous faits ou circonstances irrésistibles, extérieurs aux parties, imprévisibles, inévitables, indépendants de la volonté des parties et qui ne pourront être empêchés par ces dernières, malgré tous les efforts raisonnablement possibles.

De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, outre ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et des tribunaux français : le blocage des moyens de transports ou d'approvisionnements, tremblements de terre, incendies, tempêtes, inondations, foudre, l'arrêt des réseaux de télécommunication ou difficultés propres aux réseaux de télécommunication externes aux clients.

Les parties se rapprocheront pour examiner l'incidence de l'événement et convenir des conditions dans lesquelles l'exécution du contrat sera poursuivie.

Si le cas de force majeure a une durée supérieure à trois mois, les présentes conditions générales pourront être résiliées par la partie lésée.

Article 8 : Propriété Intellectuelle

Tous les contenus créés par le prestataire www.la-bigbox.fr restent sa propriété intellectuelle et ne peuvent être utilisés sans son accord.

Le contenu du site internet (documents techniques, dessins, photographies etc...) reste la propriété du prestataire, seul titulaire des droits de propriété intellectuelle sur ce contenu. Les acheteurs s'engagent à ne faire aucun usage de ce contenu ; toute reproduction totale ou partielle de ce contenu est strictement interdite et est susceptible de constituer un délit de contrefaçon.

Les présentes conditions générales de vente sont rédigées en langue française. Dans le cas où elles seraient traduites en une ou plusieurs langues étrangères, seul le texte français ferait foi en cas de litige.

Article 9 : Confidentialité

Le prestataire www.la-bigbox.fr s'engage à préserver la confidentialité des informations échangées avec le client.

Les données nominatives fournies par l'acheteur sont nécessaires au traitement de sa commande et à l'établissement des factures. Elles peuvent être communiquées aux partenaires du prestataire chargés de l'exécution, du traitement, de la gestion et du paiement des commandes.

Les informations collectées pourront être utilisées pour adresser à l'acheteur des informations concernant des opérations promotionnelles ou publicitaires de <https://www.la-bigbox.fr>

Lors de la communication de ses coordonnées, l'acheteur peut choisir de ne pas s'inscrire à la newsletter en ne cochant pas la case y afférent. L'acheteur peut également se désinscrire à tout moment en cliquant sur le lien présent sur les e-mails.

L'acheteur est informé que ces mêmes données à caractère personnel pourront également être collectées par un organisme en charge de l'analyse des commandes et de la lutte contre la fraude à la carte bancaire.

Conformément à la loi Informatique et Libertés n°78-17 du 6 janvier 1978, l'acheteur dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition et de suppression aux données le concernant.

Le fait pour l'une des parties de ne pas se prévaloir d'un manquement par l'autre partie à l'une quelconque des obligations visées dans les présentes conditions générales ne saurait être interprété pour l'avenir comme une renonciation à l'obligation en cause.

En cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses, et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistantes.

La-bigbox a choisi Axeptio pour protéger votre vie privée et garantir votre confidentialité sur ce site.

Article 10 : Litiges

Tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution des présentes CGV sera soumis aux tribunaux compétents du ressort de Niort - Deux Sèvres.

Les présentes conditions générales sont soumises à l'application du droit français, à l'exclusion des dispositions de la Convention de Vienne.

Il en est ainsi pour les règles de fond comme pour les règles de forme.

En cas de litige ou de réclamation, l'acheteur s'adressera en priorité au prestataire pour obtenir une solution amiable.

Les tribunaux français seront seuls compétents.

Article 11 : Clause Pénale en Cas d'Inexécution des Obligations Contractuelles

Article 1 : Dispositions Générales

En vertu de l'article 1226 du Code civil français, les parties conviennent de la mise en place d'une clause pénale en cas d'inexécution totale ou partielle des obligations contractuelles découlant du présent contrat.

La présente clause s'applique spécifiquement aux services de livraison de proximité, de formation pédagogique, et de prestations de création de sites web vitrine fournis par le Prestataire au bénéfice du client.

Article 2 : Définition des Obligations Contractuelles

- 1. Livraison de Proximité :** Le Prestataire s'engage à effectuer les livraisons conformément aux délais et aux conditions spécifiées dans le bon de commande ou le contrat de service.
- 2. Formation Pédagogique et Soutien scolaire :** Le Prestataire s'engage à fournir des formations pédagogiques conformément au référentiel de l'apprenant, aux horaires, et aux modalités définies dans le contrat de mission.
- 3. Création de Site Web Vitrine :** Le Prestataire s'engage à concevoir, développer, et livrer un site web vitrine en conformité avec les spécifications techniques, les délais et les exigences fonctionnelles convenus avec le Client.

Article 3 : Inexécution des Obligations

L'inexécution des obligations contractuelles est caractérisée par :

- 1. Retard de Livraison :** Tout retard dans la livraison au-delà des délais contractuellement convenus, sauf cas de force majeure dûment justifié.
- 2. Non-Conformité de la Formation :** Toute formation fournie qui ne respecte pas le programme, les horaires ou les modalités prévus, et qui n'est pas corrigée après notification écrite du Client.
- 3. Non-Conformité du Site Web :** Tout manquement à fournir dans un cahier des charges fourni par le client d'un site web conforme aux spécifications techniques et fonctionnelles convenues, qui persiste après une mise en demeure de rectification restée infructueuse.

Article 4 : Montant de la Clause Pénale

- 1. Service de Livraison de Proximité :** En cas de retard de livraison, une pénalité de **2%** du montant total de la commande par jour de retard sera appliquée, avec un plafond maximum de 20% du montant total de la commande.
- 2. Formation Pédagogique et Soutien scolaire :** En cas de non-conformité de la formation, une pénalité de 10% de la prestation sera appliquée pour chaque session non conforme, avec un plafond maximum de 100% de la prestation.

- 3. Création de Site Web Vitrine :** En cas de non-conformité du site web, une pénalité de 5% du montant total du contrat par semaine de non-conformité sera appliquée, avec un plafond maximum de 30% du montant total du contrat.

Article 5 : Modalités d'Application de la Clause Pénale

- 1. Notification et Mise en Demeure :** Le Client devra notifier par écrit au Prestataire toute inexécution des obligations contractuelles. Cette notification constituera une mise en demeure, octroyant au Prestataire un délai de 15 jours pour remédier à l'inexécution.
- 2. Calcul et Facturation des Pénalités :** Les pénalités seront calculées à partir du jour suivant l'expiration du délai de mise en demeure. Elles seront facturées mensuellement au Client, et leur paiement sera exigible dans un délai de 30 jours suivant la réception de la facture.
- 3. Cumul des Pénalités :** Les pénalités prévues pour les différentes catégories de services peuvent se cumuler sans dépasser les plafonds spécifiés pour chaque type de service.

Article 6 : Exceptions et Limitations

- 1. Force Majeure :** Aucune pénalité ne sera due en cas de retard ou de non-conformité résultant d'un cas de force majeure tel que défini par l'article 1218 du Code civil.
- 2.** Les cas de force majeure incluent, mais ne se limitent pas à, les catastrophes naturelles, les grèves, les conflits armés, et les pandémies.

- 3. Intervention du Client :** Si le retard ou la non-conformité est causé par une intervention ou une omission du Client, aucune pénalité ne sera appliquée.

Cela inclut, mais ne se limite pas à, des retards dans la fourniture des informations nécessaires ou des modifications répétées des spécifications techniques par le Client.

Article 7 : Résiliation du Contrat

Le Client se réserve le droit de résilier le contrat de plein droit, sans préjudice des dommages et intérêts, en cas de non-remédiation de l'inexécution après l'expiration du délai de mise en demeure.

La résiliation prendra effet immédiatement après notification écrite au Prestataire.

Article 8 : Règlement des Litiges

En cas de litige relatif à l'application ou à l'interprétation de la présente clause pénale, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

À défaut d'accord amiable, le litige sera soumis à la compétence exclusive des tribunaux du ressort du siège social du Prestataire.

Article 9 : Acceptation des Conditions

La signature du contrat par le Client et le Prestataire vaut acceptation sans réserve de la présente clause pénale.

Les parties reconnaissent avoir pris connaissance des termes et conditions de cette clause et s'engagent à les respecter pleinement.

Article 10 : Dispositions Finales

Toute modification de la présente clause pénale devra faire l'objet d'un avenant écrit signé par les deux parties.

Si une ou plusieurs stipulations de la présente clause venaient à être déclarées nulles ou inapplicables, les autres stipulations resteront en vigueur et continueront à produire leurs effets.

Article 11 : Référence au Droit Applicable

La présente clause pénale est régie par le droit français, et notamment par les dispositions de l'article 1226 du Code civil relatif à la clause pénale.

En cas de divergence d'interprétation entre les différentes versions linguistiques des présentes conditions générales de vente, la version française prévaudra.

LA-BIGBOX.FR